



SUPPLÉMENT

Une longue histoire de rivalités

Les liens anciens qui unissent les deux régions devraient, malgré les dissensions, aboutir à une fusion « naturelle »

Longtemps, Bourgogne et Franche-Comté se sont disputé la localisation du siège d'Alésia, jusqu'à ce qu'un « consensus » se forge pour l'établir à Alise-Sainte-Reine, en Côte-d'Or. Ce qui permet à la Bourgogne d'en revendiquer les hauts faits... et les retombées économiques. Au grand dam des Séquanes francs-comtois, jaloux de leurs racines historiques. « *Alésia est le seul motif qui aurait pu empêcher le rapprochement entre Bourgogne et Franche-Comté* », plaisante l'historien Jean-Noël Jeanneney, héritier d'une dynastie franc-comtoise de Rioz, en Haute-Saône, lui-même ardent partisan de la « grande région ». « *Le rapprochement ne veut pas dire que nous serons fondus, assure-t-il, dès lors que les émulations nécessaires ne deviennent pas des rivalités stériles.* »

Ces précautions témoignent des résistances encore ancrées dans l'esprit des Francs-Comtois, qui craignent l'hégémonie du voisin bourguignon. Des craintes dont Edgar Faure se faisait l'écho, au début des années 1980, quand la fusion était déjà envisagée. « *Naturellement, je n'allais pas laisser absorber la Franche-Comté par la Bourgogne* », plaide celui qui présidait alors aux destinées de la Franche-Comté pour justifier son opposition... alors qu'il était pourtant, sur le fond, d'accord avec cette perspective.

Les antagonismes, les rivalités, les méfiances ne datent donc pas d'hier

entre ces deux entités pourtant si proches et si familières. Elles semblent toutefois avoir compris que la fusion est « *une chance à saisir* », selon le géographe Jean-Claude Duverget, auteur de *Franche-Comté Bourgogne, chronique d'une fusion décidée depuis 160 ans* (Editions du Seiko, 314 p., 20 euros), malgré les fragilités de la cohésion territoriale avec un Territoire de Belfort qui regarde vers l'Alsace, la Nièvre vers le Centre et la Saône-et-Loire vers Rhône-Alpes.

L'alliance des œufs en meurette et de la saucisse de Morteau, de l'époisses et du morbier, des côte-de-nuits et du vin jaune figure cette fois au menu. Ce qui n'empêche pas les appréhensions d'être encore présentes dans la campagne pour les élections régionales des 6 et 13 décembre. Elles ont même fortement agité la désignation des têtes de liste et la constitution des listes, dans toutes les familles politiques.

Au départ, la fusion était mal engagée « *psychologiquement* », même si les socialistes François Patriat et Marie-Guite Dufay, respectivement présidents de la Bourgogne et de la Franche-Comté, se sont portés « *volontaires pour l'expérimenter* ». En Bourgogne, où chacun a compris que la future capitale régionale irait à Dijon, cela n'a guère posé de problèmes, bien que la droite endossât des positions -contradictoires et paradoxales : François Sauvadet, député

(UDI) et président de la Côte-d'Or, a voté contre à l'Assemblée nationale ; Alain Joyandet, sénateur (LR) de la Haute-Saône, a voté pour.

En Franche-Comté, en revanche, les dents ont grincé. Mme Dufay a été accusée de brader l'héritage historique, culturel et identitaire. Le maire socialiste de Besançon, Jean-Louis Fousseret, n'est pas le dernier à l'accabler de reproches, craignant de voir la capitale franc-comtoise dépouillée au profit de sa rivale bourguignonne. « *Je suis très favorable à la fusion, défend l'élu bisontin, à condition que ce ne soit pas une fusion-anexion et que les choses soient partagées. Je veillerai à ce qu'elles soient réparties de façon correcte et que chacun se sente respecté.* » Certains, cependant, dans les rangs du PS, considèrent que son attitude ne sert pas les intérêts de la candidate investie.

Mme Dufay a dû manœuvrer au plus serré pour obtenir l'investiture, alors que M. Patriat a longtemps maintenu l'ambiguïté. Le « duc de Bourgogne » n'avait guère envie de laisser sa voisine porter les couleurs de sa formation. Mais l'ancien ministre de Lionel Jospin, âgé de 72 ans, a fait les comptes. En 2017 entrera en vigueur le non-cumul : il a été réélu au Palais du Luxembourg en 2014 et son mandat court jusqu'en 2020. « *Le Sénat, je m'y plais et je bosse. Depuis le début de mon mandat à la présidence de la région, j'ai parcouru 1,2 million de kilomètres*, dit-il en montrant une carte

où sont punaisées toutes les communes qu'il a visitées. *Je ne me sens pas de le refaire. Réussir la fusion des deux régions, ça va prendre au moins un mandat. Et puis ces élections vont être d'abord politiques, le facteur personnel ne jouera que très peu. Passer de 36 à 20 - son score au premier tour en 2010 et le score que prédisent les sondages à la candidate du PS - parce qu'on est dispersé, non merci. Pour des raisons d'éthique, de lucidité et de noblesse, donc, je n'y suis pas allé. J'aime mieux être supplié que supplicé.* "

Mme Dufay n'a pas pour autant les coudées franches. A défaut de se présenter, M. Patriat aurait bien poussé la candidature d'Yves Krattinger, le président du conseil départemental de la Haute-Saône, dont il juge qu'« il aurait fait un meilleur candidat », mais celui-ci s'y est pris trop tard. Mme Dufay a décidé de bousculer le calendrier, quitte à commettre un crime de « lèse-majesté » à l'égard du président bourguignon et de ses partisans. En Bourgogne, on s'écria même qu'elle avait « manqué » au patron.

Restait François Rebsamen, alors ministre du travail et redevenu depuis maire de Dijon. « Si j'avais été en situation, j'y serais allé », confie-t-il. Il assure apporter tout son soutien à Mme Dufay, « mais il va falloir qu'elle prenne des engagements par rapport au fait urbain », ajoute-t-il. " Ils ont quand même un fort tropisme franc-comtois, dit-il en parlant de ses voisins. *L'atout majeur de Dijon, c'est d'être le point central géographique. Je suis élu de Dijon, président de la communauté urbaine, je veux être bien traité. Je ferai savoir les sujets sur lesquels il faudra peser demain.* "

M. Rebsamen a pesé de tout son poids pour que sa ville soit désignée comme la future capitale régionale et pour qu'elle récupère les grandes directions. Il a finalement dû accepter un compromis, en laissant « partir »

le rectorat de région académique, l'environnement, l'aménagement et le logement (Dreal), les entreprises, la concurrence, la consommation, le travail et l'emploi (Direccte) et l'Insee. « Je suis la seule région de France où la Direccte n'est pas à côté de la préfecture », souligne-t-il pour que soit bien mesuré l'effort qu'il a consenti.

Les embûches n'étaient pas encore terminées pour la candidate franc-comtoise. Orphelines de « Fanfan » et dépitées de ne pas être dans les petits papiers de « Marie-Guite », trois vice-présidentes de François Patriat – Safia Otokoré, Fadila Khattabi et Florence Ombret –, rebaptisées les « drôles de dames », sont entrées en dissidence. Elles ont entrepris de négocier avec le Belfortain Christophe Grudler, chef de file du MoDem en Bourgogne - Franche-Comté – c'est la seule région où le MoDem ne fera pas liste commune avec Les Républicains et l'UDI –, en vue de constituer une liste. Mais la lune de miel a tourné court et, le 28 octobre, M. Grudler faisait savoir par un communiqué qu'il mettait fin aux discussions. « Déçues de ne pas figurer sur la liste définitive de la candidate PS, elles ne refusaient pas le système mais seulement le fait d'être en dehors », estimait-il. Fermez le ban.

La voie est désormais dégagée pour Mme Dufay, qui met en avant son expérience à la tête de la région Franche-Comté et se dit adepte de l'administration « par la preuve ». « Si je suis élue, j'arrive avec des méthodes que j'ai éprouvées », clame-t-elle. Ce à quoi ses détracteurs, dans son propre camp, rétorquent qu'« il faut maintenant qu'elle comprenne qu'elle parle à toute la Bourgogne - Franche-Comté », laissant planer le doute quant à sa stature pour administrer la future grande région.

« La région en grand » : c'est précisé-

ment le slogan de campagne qu'a adopté François Sauvadet, chef de file de la liste de droite. Une investiture qui ne fut pas un long fleuve tranquille. Quand le député bourguignon faisait campagne pour être réélu à la présidence du conseil départemental de la Côte-d'Or, le sénateur de la Haute-Saône, Alain Joyandet, faisait acte de candidature à la région, mettant tout en œuvre pour parvenir à ses fins : comptes de campagne, agence de communication, inaugurations de permanences, rencontres thématiques, sans oublier le ralliement de quelques élus bourguignons hostiles à M. Sauvadet. Et, évidemment, sondage à l'appui le plaçant en tête dans le cas d'une éventuelle primaire.

Malgré ses insistantes supplications auprès de Nicolas Sarkozy, l'ancien maire de Vesoul a pourtant dû se soumettre à l'accord national entre LR et l'UDI, qui réserve trois têtes de liste à cette dernière, dont celle de Bourgogne - Franche-Comté pour M. Sauvadet. M. Joyandet a donc dû remiser son matériel, mais les frais de campagne déjà engagés ont été réimputés sur le compte de campagne du candidat investi. Depuis, les deux hommes, malgré leur patente rivalité, ne manquent pas une occasion de se claquer la bise en public et de multiplier les ostensibles marques d'amitié. Trop ostensibles.

En coulisses, ils ont continué à se livrer une sourde bataille pour la constitution des listes. Les Républicains ont finalement obtenu 75 % des places éligibles et six des huit têtes de listes départementales, la première vice-présidence de région et la présidence du futur groupe politique unique revenant « de droit » à M. Joyandet. Certains en viennent même à imaginer un éventuel « putsch » de troisième tour. C'est un candidat sous tutelle qui se démultiplie pour occuper le terrain, « et pour

ne pas devenir la reine d'Angleterre », ironise-t-on chez Les Républicains.

Même au Front national, dont la campagne se résume à coller des affiches de Sophie Montel, battue à l'élection législative partielle dans le Doubs, en février, la désignation de la tête de liste n'est pas allée de soi. La présidente du groupe frontiste à la région Franche-Comté et députée européenne était concurrencée par son homologue bourguignon Edouard Ferrand, lui aussi élu au Parlement européen. Avec le soutien de

Marine Le Pen, elle l'a emporté lors du bureau politique.

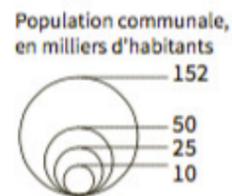
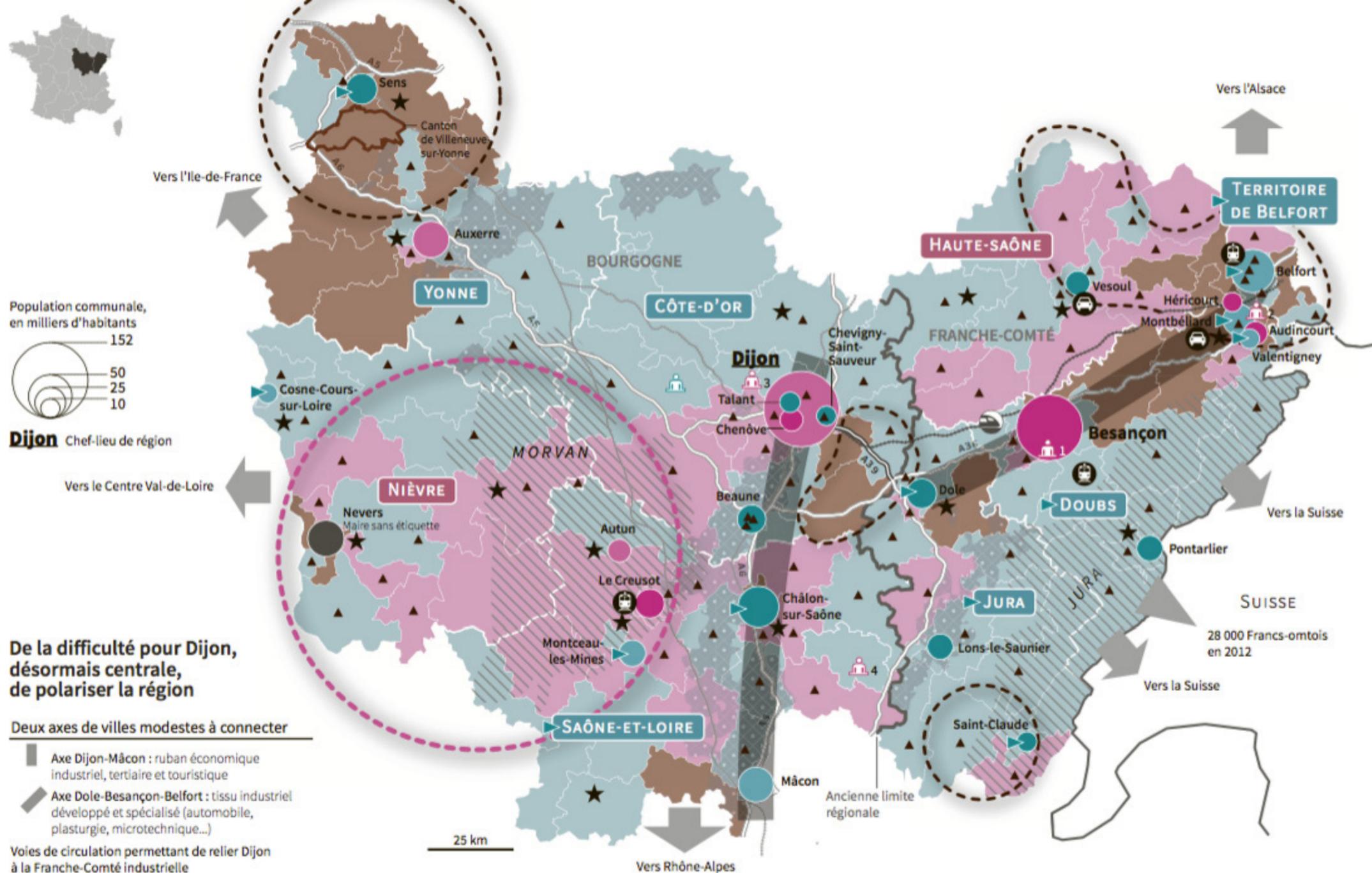
Cinq autres listes sont répertoriées : Europe Ecologie-Les Verts (EELV) avec le Mouvement écologiste indépendant, conduite par Cécile Prudhomme ; le PCF a désigné Nathalie Vermorel mais n'a réussi à s'accorder qu'avec la partie bourguignonne du Parti de gauche (PG) ; Debout la France (DLF), menée par Maxime Thiébaud ; la liste de Lutte ouvrière (LO) sera conduite par Claire Rocher et celle de l'Union populaire républi-

caine (UPR) par Charles-Henri Gallois.

M. Sauvadet part favori, ce qui ne garantit pas l'extinction des rivalités. Pourtant, il ne faut pas oublier que la pochouse est une spécialité commune aux deux régions, témoignant de leur ancestrale proximité.

Patrick Roger (envoyé spécial à Dijon et à Besançon) et Jean-Pierre Tenoux (Besançon, correspondant) ■





Dijon Chef-lieu de région

De la difficulté pour Dijon, désormais centrale, de polariser la région

Deux axes de villes modestes à connecter

- Axe Dijon-Mâcon : ruban économique industriel, tertiaire et touristique
- ▧ Axe Dole-Besançon-Belfort : tissu industriel développé et spécialisé (automobile, plasturgie, microtechnique...)

Voies de circulation permettant de relier Dijon à la Franche-Comté industrielle

- Autoroute A39, en service entre 1992 et 1998
- Branche Est du LGV Rhin-Rhône, en service depuis 2011
- Autres autoroutes
- ⋯ Autres lignes de TGV

Des marges à recentrer

- ➔ Pourtours tournés économiquement et culturellement vers les régions voisines
- ➔ Flux de travailleurs transfrontaliers
- ▨ Massif montagneux (Jura) ou de collines (Morvan) fortement boisé et faiblement peuplé

Des atouts industriels, agricoles et touristiques à préserver

- Usine automobile (Peugeot) associé à un tissu de sous-traitants
- Usine de construction de matériel ferroviaire (Alstom)
- Vignobles (dont une partie de renommée mondiale)

Une rivalité droite gauche calquée sur les anciennes régions

A droite, une tête de liste venue de Bourgogne, à gauche, de Franche-Comté

- Fief de François Sauvadet (4^e circonscription législative de la Côte-d'Or), ancien ministre de la fonction publique
- Fief de Marie-Guite Dufay, présidente actuelle de la région Franche-Comté

Une région plutôt à droite

- Conseil général tenu depuis plus de vingt ans
- Ville (+ 10 000 habitants) ancrée à droite (au moins 5 mandats depuis 1977)
- Autre ville tenue par la droite
- ➔ Conquête ou reconquête aux dernières élections (2015 pour les départementales et 2014 pour les municipales)
- Canton où la droite est arrivée en tête au premier tour des départementales de 2015

A gauche, un bastion historique solide et de nombreuses personnalités politiques

- Vieille terre mitterrandiste
- Fiefs de personnalités politiques d'envergure nationale
2. Pierre Moscovici 3. François Rebsamen 4. Arnaud Montebourg
- Conseil général tenu par la gauche
- Ville ancrée à gauche (au moins cinq mandats depuis 1977)
- Autre ville tenue par la gauche
- Canton où la gauche est arrivée en tête au premier tour des départementales de 2015

Le FN du périurbain et des vignes

Une présence ancienne

- Zones où le FN obtenait déjà plus de 20% des suffrages exprimés lors du 1^{er} tour de la présidentielle de 1995

Une progression dans les zones périurbaines, les espaces en crise et les vignobles

Elections départementales de 2015

- Front national arrivé en tête au premier tour
- ▲ Front national en capacité de se maintenir au 2^e tour
- Canton remporté par le FN au 2^e tour
- ★ Zones d'emploi fortement touchées par la crise (taux de chômage supérieur à 9% au 4^e trimestre 2014 et/ou baisse des effectifs salariés de plus de 6% entre 2009 et 2014)
- ▨ Zones de vignobles, de plus en plus sensibles au discours du FN, notamment sur la fiscalité